

06. Jan. 2015

**Recommandée
Confédération suisse
Office de l'énergie
OFEN
Case Postale
3003 BERNE**

Le 30 décembre 2014



**PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES
INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET DE LA LOI SUR
L'APPROVISIONNEMENT EN ELECTRICITE: LOI FEDERALE
SUR LA TRANSFORMATION ET L'EXTENSION DES
RESEAUX, PROJET SOUMIS A CONSULTATION**

Madame, Monsieur,

A la lecture de la feuille fédérale suisse du 9 décembre, nous avons pris connaissance du projet de loi fédérale sur la transformation, l'extension des réseaux, et du rapport explicatif concernant la stratégie réseaux électriques, projet soumis à consultation. Nous vous faisons part des considérations ci-après :

En référence à votre rapport explicatif, nous constatons que les gestionnaires du réseau électrique suisse sont au nombre de 700. Vous estimez la valeur actuelle de ce réseau électrique à 18 milliards de francs dont 75% sont aux mains des cinquante plus importantes sociétés gestionnaires du réseau. Les nombreux gestionnaires de ce réseau doivent assurer l'approvisionnement des consommateurs suisses et en plus assurer les échanges à l'échelle nationale et internationale. La législation fondamentale qui a permis de créer ce réseau est la loi fédérale sur les installations électriques à faible et fort courant datant du 24 juin 1902 (LIE). Cette loi ancestrale a subi quelques toilettages et manifestement va subir un nouveau ravalement comprenant en premier lieu la modification de l'intitulé de la loi.

Nous avons pris note d'autre part que le Conseil fédéral évalue à environ dix-huit milliards de francs les coûts globaux relatifs à la rénovation et au développement du réseau de transport ainsi qu'au développement du réseau de distribution. Dans ces 18 milliards, il faut compter de 2,3 à 2,7 milliards de francs pour les projets d'extension du réseau de transport, 4 milliards de francs pour la rénovation des réseaux de transport, et un montant de 3,9 à 12,6 milliards de francs pour l'augmentation des injections décentralisées dues aux énergies renouvelables (éolien et photovoltaïque).

Cela étant, l'association de sauvegarde du coteau valaisan émet les considérations suivantes :

Il est navrant de constater à la lecture de l'alinéa 1 du nouvel art 15b LIE que le Conseil fédéral doit rappeler aux sociétaires gestionnaires du réseau qu'ils peuvent construire les lignes du réseau de transport soit sous forme de ligne aérienne, soit sous forme de ligne souterraine. Il est encore plus navrant de constater que, dans la procédure engagée par les membres de l'association de sauvegarde du coteau valaisan à l'encontre d'EOS pour le tronçon de ligne 380kV Chamoson-Chippis, c'est le Tribunal administratif fédéral qui doit mentionner dans son jugement aux compagnies gestionnaires qu'il est possible de construire des lignes souterraines pour le transport d'électricité à haute tension (220kV et 380 kV). Ce qui est proprement inadmissible c'est que la compagnie EOS a toujours prétendu le contraire, et qu'il a fallu qu'une

expertise soit commandée par le Conseil d'Etat du Canton du Valais auprès d'un professeur d'école polytechnique fédérale de Lausanne et d'experts internationaux pour que la compagnie électrique se rende à l'évidence, que le câblage des lignes est envisageable et bien plus souhaitable. Le texte de loi de l'art. 15b al. 1 de la LIE est un vœu sans aucun engagement réel. C'est un coup d'épée dans l'eau pour notre association.

Cette critique est formulée à l'encontre de la société EOS qui est devenue par la suite Alpiq pour le motif que cette société s'occupe pour d'autres compagnies électriques de la construction des lignes à haute tension notamment par exemple pour l'ENSA, société neuchâteloise. L'importance de cette société est corroborée aussi par sa participation de l'ordre de 34% dans la société Swissgrid SA qui est le gestionnaire des lignes de transport 220kV et 380 kV. La société qui est propriétaire de plus du tiers du réseau à haute tension suisse, qui en plus gère les dossiers de construction de lignes à haute tension pour des sociétés tiers, déclarait encore en 2010 que la construction de lignes à haute tension souterraines n'était pas possible. Bien plus, cette société, selon des rumeurs fondées, essaie à l'heure actuelle de vendre à des tiers sa participation dans la société Swissgrid SA.

Ce refus de prendre en compte la technologie nouvelle de câblage de cette importante compagnie de gestion de réseau de transport aurait dû être corrigé par l'Inspection fédérale des installations à courant fort, laquelle est l'autorité de surveillance et de contrôle des installations électriques. En effet, si l'on se réfère à l'ordonnance sur l'Inspection fédérale des installations à courant fort du 7 décembre 1992, on lit à l'art. 2 que l'Inspection se tient au courant des développements touchant l'électrotechnique dans le monde. Malheureusement à la lecture de la même ordonnance, on constate que l'Inspection est un service spécial de l'association suisse des électriciens. Le fonctionnement de l'Inspection fédérale est régi par un contrat passé entre le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication avec l'association suisse des électriciens. Ce contrat prévoit que c'est l'association suisse des électriciens qui nomme les inspecteurs, qui paie les inspecteurs et qui contrôle leur travail. Les compagnies de gestion du réseau de transport s'autocontrôlent. L'association de sauvegarde du coteau valaisan relève que la

modification de la LIE proposée par le Conseil fédéral ne permettra pas de mettre de l'ordre dans le processus de la construction et rénovation des réseaux électriques de transport imputables aux entreprises électriques assumé librement par les entreprises électriques et l'Inspection fédérale des installations à courant fort. Dans le cas qui occupe notre association, soit la ligne 380 kV Chamoson-Chippis, l'Inspection fédérale des installations à courant fort n'est jamais intervenue, alors qu'elle devait se tenir au courant des développements touchant l'électrotechnique pour exiger de la société EOS qu'elle envisage d'enfouir la ligne à haute tension.

L'association de sauvegarde du coteau valaisan doit signaler que toutes les lignes à haute tension du secteur du Chablais vaudois et valaisan, puis de tout le secteur de la vallée du Rhône de Martigny à la vallée de Conches, ont été conçues (choix du tracé, construction de la ligne) par une seule compagnie de gestion du réseau de transport, soit EOS. La plaine du Rhône est défigurée pour plusieurs dizaines d'années car cette société n'a jamais daigné envisager d'enfouir la ligne sur la digue du Rhône comme cela a été fait d'une manière tout à fait simple pour le gazoduc. Il n'y a eu aucune intervention de la part de l'OFEN pour cette construction. Comme la LIE le précise d'autre part, il n'y a aucune possibilité d'intervention de la part des collectivités publiques cantonales et communales pour le motif que le droit cantonal ne s'applique pas dans de telles procédures. Enfin ce qui est encore plus surprenant c'est qu'il a fallu attendre l'année 2000 pour que le département fédéral concerné émette un projet pour la consultation et la participation pour le plan sectoriel des lignes de transport d'électricité.

Avec les modifications proposées de la LIE, l'Autorité fédérale donne encore plus de pouvoir aux compagnies électriques en signalant que la construction des lignes de transport d'électricité est d'intérêt national, à savoir que le passage des lignes de réseau de transport pourra se faire même dans des sites protégés d'intérêt national (bois de Finges). Enfin, il est encore plus navrant de constater que l'Autorité fédérale relève que les compagnies électriques n'ont pas appliqué le principe de la transparence lors de la construction des lignes à haute tension jusqu'à ce jour. A tout le moins, l'OFEN aurait dû contrôler l'application de ce principe aux compagnies électriques. Les quelques rajouts apportés à cette loi ancestrale (LIE) ne sauvegardent en rien la

position des propriétaires bordiers touchés par la construction de ces installations électriques gigantesques qui défigurent les sites lors du choix de la ligne aérienne et ce, sur une longue durée ; par contre singulièrement la position des compagnies électriques privées est renforcée par ces modifications sans aucune justification.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.


Gérard Gillioz président ASCV

ASCV
Case postale 51
1991 Salins

05.01.15 08:28

CH - 1991

Salins

CHF 6.00

2671



A
STANDARD
0.033 kg

LA POSTE

R

Recommandé



98.00.199100

01351015

**Recommandée
Confédération suisse
Office de l'énergie
OFEN
Case Postale
3003 BERNE**